

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU
CADASTRE MINIER

224/0032
Arrêté N°2024_____/MEMC/SG/DGCM portant
deuxième renouvellement du permis de recherche
n°2251 dénommé « BAKLOUTE » au profit de la
société IAMGOLD BURKINA EXPLORATION SARL
« IFU : 00076087T »

LE MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES CARRIERES

- VU la Constitution ;
- VU la Charte de la Transition du 14 octobre 2020 ;
- VU la loi n°036-2015/CNT du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso et son modificatif la loi n°012-2023/ALT du 25 juillet 2023 ;
- VU le décret n°2022-0924/PRES-TRANS du 21 octobre 2022 portant nomination du Premier Ministre et son rectificatif le décret n°2023-0017/PRES-TRANS du 12 janvier 2023 ;
- VU le décret n°2023-1738/PRES-TRANS/PM du 17 décembre 2023 portant remaniement du Gouvernement ;
- VU le décret n°2022-00996/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 02 décembre 2022 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n°2023-0255/PRES-TRANS/PM/MEMC du 21 mars 2023 portant organisation du Ministère de l'Énergie, des Mines et des Carrières ;
- VU le décret n°2017-0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017 portant gestion des titres miniers et autorisations ;
- VU le décret n°2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017 portant fixation des taxes et redevances minières et son modificatif le décret N°2023-1454/PRES-TRANS/PM/MEMC/MEFP du 27 octobre 2023 ;
- VU l'arrêté n°2023-384/MEMC/SG/DGCM du 1^{er} septembre 2023 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2018-220/MMC/SG du 03 octobre 2018 portant détermination de la nature, du volume minimum des travaux et du montant des dépenses minimales annuelles au kilomètre carré en phase de recherche minière ;
- VU l'arrêté n°2018-218/MMC/CAB du 03 octobre 2018 fixant le contenu des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et bénéficiaires d'autorisations ;
- VU l'arrêté n°2017-024/MMC/SG/DGCM du 03 mai 2017 portant définition d'une unité cadastrale dans le domaine minier ;

- VU l'arrêté N°17/242/MMC/SG/DGCM du 18 décembre 2017 portant octroi du permis de recherche « BAKLOUTE » à la société IAMGOLD BURKINA EXPLORATION ; ✓
- VU l'arrêté n°2021-193/MEMC/SG/DGCM du 09 août 2021 portant premier renouvellement du permis de recherche n° 2251 dénommé « BAKLOUTE » de la société IAMGOLD BURKINA EXPLORATION SARL « IFU : 00070687T » ; ✓
- VU la demande n°2251 de la société IAMGOLD BURKINA EXPLORATION SARL enregistrée le 14 septembre 2023 ; ✓
- VU la lettre n°023/0862/MEMC/SG/DGCM du 12 décembre 2023 portant invite à payer des droits de deuxième renouvellement d'un montant de cinq millions (5 000 000) de francs CFA ; ✓
- VU la quittance n°0340457 du 21 décembre 2023 de paiement effectif des droits de deuxième renouvellement ; ✓

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est renouvelé au profit de la société **IAMGOLD BURKINA EXPLORATION SARL**, ayant son siège social à Ouagadougou, Burkina Faso, 12 BP 168 Ouagadougou 12, téléphone : +226 25 36 39 47, le permis de recherche n°2251 dénommé « BAKLOUTE », situé dans les communes de **Tougouri** et de **Thion**, provinces du **Namentenga** et de la **Gnagna**, régions du Centre-Nord et de l'Est pour la recherche de l'or et des substances connexes.

ARTICLE 2 : Ce permis couvre une superficie de **186,959 km²**. Il est défini par les sommets dont les coordonnées projetées (X, Y) en BFTM sont les suivantes :

| Sommets | Coordonnées en BFTM (XY) | |
|--|--------------------------|-------------|
| | X | Y |
| A | 711 100 ✓ | 1 458 000 ✓ |
| B | 720 600 ✓ | 1 458 000 ✓ |
| C | 720 600 ✓ | 1 456 800 ✓ |
| D | 726 400 ✓ | 1 456 800 ✓ |
| E | 726 400 ✓ | 1 447 900 ✓ |
| F | 726 500 ✓ | 1 447 900 ✓ |
| G | 726 500 ✓ | 1 445 800 ✓ |
| H | 718 600 ✓ | 1 445 800 ✓ |
| I | 718 600 ✓ | 1 444 900 ✓ |
| J | 711 100 ✓ | 1 444 900 ✓ |
| Système de Référence ITRF 2008 /Projection BFTM | | |

ARTICLE 3 : La validité du permis va du **18/12/2023** au **17/12/2026**. Il peut être renouvelé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.



ARTICLE 4 : En cas de renouvellement, la société **IAMGOLD BURKINA EXPLORATION SARL** doit déposer au service en charge du Cadastre minier un dossier complet au moins 90 jours avant l'expiration de la période de validité du permis. ✓

Toute demande de renouvellement déposée après le délai susvisé est irrecevable. ✓

ARTICLE 5 : En cas de non renouvellement, les terrains couverts par le permis sont libérés de tous droits et obligations en résultant à compter de zéro heure le lendemain de sa date d'expiration. ✓

ARTICLE 6 : La société **IAMGOLD BURKINA EXPLORATION SARL** bénéficie des avantages douaniers et fiscaux conformément aux dispositions du Code minier en vigueur. ✓

ARTICLE 7 : Les exonérations douanières et fiscales mentionnées à l'article 6 du présent arrêté excluent les taxes et redevances pour services rendus. ✓

ARTICLE 8 : Pendant cette période de validité, la société **IAMGOLD BURKINA EXPLORATION SARL** est tenue au paiement annuel de taxes superficielles proportionnellement à la superficie du permis. Même après expiration dudit permis, les arriérés de paiement de ces taxes restent dus. ✓

ARTICLE 9 : La société **IAMGOLD BURKINA EXPLORATION SARL** est tenue de communiquer à la Direction Générale des Mines et de la Géologie :

- au plus tard soixante (60) jours après la date anniversaire d'attribution du permis, un rapport d'activités annuel en trois (03) exemplaires, formats papier et numérique sur les résultats des travaux de recherche de l'année établi selon les canevas définis par la réglementation en vigueur ;
- le programme et le budget prévisionnel des activités de chaque année durant la validité du permis ;
- tous les renseignements miniers recueillis sur le permis ;
- un rapport de synthèse sur tous les travaux exécutés à la fin de chaque période de validité du permis.

En outre, elle est tenue :

1. de respecter la réglementation applicable en matière de protection de l'environnement, des sites du patrimoine archéologique et culturel national ;

2. d'informer les autorités locales du ressort du permis de la nature des travaux à réaliser lors du séjour de ses équipes sur le terrain ;



3. de réaliser les travaux de recherche géologique et minière dans le respect du montant minimum au kilomètre carré prévu par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Sur l'ensemble du permis et durant toute sa période de validité, il est interdit à la société **IAMGOLD BURKINA EXPLORATION SARL** de mener des activités d'exploitation.

ARTICLE 11 : Toute transaction relative au permis de recherche est libre mais tous les documents y relatifs doivent être soumis au Ministre chargé des mines. En cas de réalisation de plus-value suite à cette transaction, elle doit être notifiée à l'Administration fiscale s/c de l'Administration des mines.

ARTICLE 12 : Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en la matière.

ARTICLE 13 : Le présent arrêté est enregistré, publié au Journal Officiel du Faso et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le

30 JAN 2024

Yacouba Zabré GOUBA
Chevalier de l'Ordre du Mérite
de l'Economie et des Finances

Ampliations :

- 1- ITS
- 1- DGMG
- 1- DGCM
- 1- BUMIGEB
- 1- IDEM
- 1-DCMEF
- 1- SP /ITIE
- 1- DGD/ MEFP
- 1- DGI/ MEFP
- 3- La société IAMGOLD BURKINA EXPLORATION SARL.
- 1- Gouvernorat / région du Centre-Nord
- 1- Gouvernorat / région de l'Est
- 1- Haut-Commissariat de la province du Namentenga
- 1- Haut-Commissariat de la province de la Gnagna
- 1- Mairie de la commune de Tougouri
- 1- Mairie de la commune de Thion
- 1- J.O.
- 1- Classement

